

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article4481>

La Maison-Blanche, le ministre malade et les écoutes contestées

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : mercredi 16 mai 2007

Spyworld Actu

Washington, une nuit. Deux responsables de la Maison-Blanche arrivent au chevet d'un ministre en soins intensifs pour lui faire signer un document illégal. Lors d'une audition mardi au Sénat, un ancien adjoint du ministre a décrit la pire soirée de sa carrière.

Ce soir du 10 mars 2004, James Comey, alors numéro deux du ministère de la Justice, assurait l'intérim du ministre de l'époque, John Ashcroft, qui avait subi la veille une ablation de la vésicule biliaire.

La veille, M. Comey avait annoncé à la Maison-Blanche que le ministère doutait de la légalité du programme d'écoutes extra-judiciaires, ordonné par le président George W. Bush après les attentats du 11-Septembre, et qu'il ne signerait pas son renouvellement, qui arrivait à échéance le 12 mars.

Il rentrait chez lui vers 20H quand un appel l'a prévenu qu'Andrew Card, alors secrétaire général de la Maison-Blanche, et Alberto Gonzales, alors à la tête des services juridiques de la présidence et aujourd'hui ministre de la Justice, étaient en route pour l'hôpital.

Toutes sirènes hurlantes, M. Comey traverse la ville pour courir jusqu'à la chambre d'hôpital du ministre. Averti, le directeur du FBI, Robert Mueller, ordonne aux agents chargés de la sécurité du ministre de s'assurer que M. Comey puisse être présent lors de la visite des hommes de la Maison-Blanche.

Sortant un instant de son état comateux, M. Ashcroft, ministre ultra-conservateur pourtant à l'origine de nombreuses mesures anti-terroristes, refuse fermement d'accorder sa caution à la demande de MM. Card et Gonzales.

« Furieux », M. Card convoque le ministre par intérim à 23H00 à la Maison-Blanche.

M. Comey raconte : « Je lui ai répondu que, vu le comportement dont je venais d'être témoin, je ne le rencontrerais pas sans la présence d'un témoin. Il m'a dit : +Quel comportement ? On était juste venu lui transmettre des voeux de bon rétablissement+ ».

Le lendemain, des attentats ont fait 191 morts à Madrid, le programme a été renouvelé sans la caution du ministère, et M. Comey a rédigé sa lettre de démission.

« Je ne pouvais pas rester si l'administration devait s'engager dans des actions jugées sans fondement légal par le ministère - je ne pouvais vraiment pas rester », explique aujourd'hui M. Comey.

Mais le 12 mars, le président est intervenu, promettant d'apporter au programme les modifications réclamées par le ministère et M. Comey est resté.

Ce programme permet à l'agence de renseignement électronique (NSA) de se passer du mandat d'un juge pour surveiller les échanges téléphoniques et électroniques entre les États-Unis et toute personne à l'étranger suspectée de lien avec le terrorisme.

Son existence a été révélée en décembre 2005 par le New York Times. Après avoir insisté sur le fait qu'il était

La Maison-Blanche, le ministre malade et les écoutes contestées

parfaitement légal, M. Gonzales, qui a remplacé M. Ashcroft en novembre 2004, a annoncé en janvier qu'il était désormais placé sous le contrôle d'un tribunal spécialisé.

Mais les modalités du contrôle restent confidentielles, et le débat sur l'avenir du programme se poursuit devant les juges et au sein du Congrès.

Post-scriptum :

<http://www.cyberpresse.ca/article/2...>